

*Questions orales*

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Madame le Président, nous voulons améliorer les possibilités d'emploi pour les Canadiens, d'abord dans les régions où ils habitent. Je suis reconnaissant à mon honorable ami de la publicité qu'il essaie de donner à l'annonce que nous allons faire prochainement concernant la stratégie industrielle. J'espère qu'il va attendre l'annonce patiemment et qu'il va lui réserver le même intérêt, mais un accueil plus favorable.

**Des voix:** Bravo!

## LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce qui vient en fait de confirmer que son collègue avait repris à son compte la proposition qu'avait faite Walter Gordon en 1950 et qui visait à encourager la migration de la population dans certaines régions du Canada, ce qui porterait préjudice à l'ensemble du pays.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** Madame le Président, étant donné qu'il a été proposé que le cabinet s'emploie activement à trouver des moyens qui empêchent les syndicats, les associations professionnelles et les provinces de mettre des entraves à la libre circulation des travailleurs, je voudrais demander au ministre, premièrement, si c'est surtout pour cette raison que le gouvernement tient tant à inclure une disposition sur la liberté de circulation dans sa charte des droits, deuxièmement, comment il se propose de provoquer l'exode de la population dans diverses régions du Canada? Troisièmement, que veut dire exactement le ministre lorsqu'il parle d'empêcher les syndicats, des associations professionnelles et des administrations d'user de moyens pour restreindre la liberté de circulation que préconise précisément le ministre?

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Madame le Président, pour commencer, le député a tort de croire que ce qu'il a lu dans le document en question exprimait la décision ou la ligne de conduite du gouvernement du Canada. De toute façon, je crois qu'en général, les Canadiens estiment que nous devons renforcer le principe du marché commun au Canada, c'est-à-dire que nous devons faire en sorte que tous les Canadiens puissent profiter de toutes les offres d'emploi faites au Canada. Il s'agit à mon avis d'un bon principe, même si personnellement je crois que nous devons d'abord chercher à créer des emplois dans les régions où vivent les travailleurs.

\* \* \*

L'AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT  
ÉTRANGER

## LA POSITION DU MINISTRE

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Je m'adresse encore au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre sait

certainement que le document présenté au cabinet par son ministre principal passe complètement sous silence l'AEIE. Le ministre nous dirait-il ce qu'il est advenu de sa proposition à l'égard de l'AEIE? N'est-elle plus prioritaire? Sa décision a-t-elle été annulée? Bref, est-il vrai que le ministre n'a absolument aucune influence au cabinet? Est-ce exact?

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Madame le Président, je trouve le député malavisé de partir du principe que tous les documents qui lui passent entre les mains reflètent une décision de l'ensemble du gouvernement du Canada. Notre position à l'égard de l'AEIE a été énoncée dans le discours du trône. Je l'ai déjà dit et je le répète, nous étudions actuellement l'échéancier et les modalités d'application de cet énoncé de politique formulé dans le discours du trône. Je voudrais seulement rappeler à la Chambre les paroles très fermes qu'a prononcées hier à ce sujet le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan), et qui méritent d'être répétées et retenues.

\* \* \*

## L'ÉCONOMIE

## LES DÉCLARATIONS DU MINISTRE

**L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre):** Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au même ministre. La politique adoptée par le ministre et les déclarations qu'il a faites au sujet de l'intervention gouvernementale et de la mainmise étrangère sur les ressources canadiennes sont incompatibles avec les principes dont s'inspire le document du cabinet sur l'expansion économique, s'il veut bien s'y reporter. On y signale que c'est une des raisons fondamentales pour lesquelles les taux d'intérêt sont élevés au Canada actuellement. Est-ce parce que le ministre a contribué à la majoration sensible des taux d'intérêts que ses collègues du cabinet ont rejeté la position qu'il avait prise à l'égard de la stratégie industrielle?

● (1420)

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Madame le Président, sauf erreur, les taux d'intérêt ont fléchi d'environ trois points après avoir atteint leur sommet en août. Je suis persuadé que nous continuerons tous à nous préoccuper de la question et j'espère qu'on continuera à réaliser des progrès dans ce domaine. Il fait erreur quand il soutient que le document en question est une indication de la décision prise par l'ensemble du gouvernement.

**M. Clark:** On ne vous a peut-être pas mis au courant.

**M. Gray:** Ce qu'il dit être ma politique est celle qui a été exposée par notre parti durant la campagne électorale et confirmée dans le discours du trône. C'est la politique à laquelle je suis heureux de souscrire parce que la plupart des Canadiens l'ont sanctionnée.